

La Chine : prochain leader de l'Asie Orientale ?

C.FIGUIERE (MCF), L. GUILHOT (Doctorante)
Centre Asie du LEPII (UMR 5252, CNRS/UPMF Grenoble)

Communication aux Journées Neptune
La Chine : Nouvelle puissance économique et scientifique ?
Toulon 9 novembre 2007

Résumé

La place actuelle de la Chine dans les relations économiques internationales nécessite de se questionner sur ses capacités à remplir les fonctions de leadership en Asie Orientale. L'influence de la Chine dans cette zone sera donc analysée à partir de données quantitatives traitées dans un modèle de gravité, et de données factuelles non mesurables –soft power. Ce papier va ainsi permettre de montrer que la Chine ne rassemble pas à elle seule la totalité des critères du leadership. Le binôme Chine-Japon pourrait, par contre, remplir ce rôle.

Mots clés

Chine, leadership régional, « commerce triangulaire », Japon, modèle de gravité.

Abstract

Key Words

China, regional leadership, "triangular trade", Japan, Gravity model.

Introduction

La Chine connaît une phase de croissance spectaculaire et durable depuis la fin du siècle dernier. La taille de son économie, son ouverture aux investissements directs étrangers (IDE), puis son adhésion à l'OMC, en font un acteur économique de premier plan sur la scène internationale. Ainsi certains n'hésitent pas à la considérer comme la future superpuissance. Par ailleurs, l'Asie Orientale semble à son tour emprunter la voie de l'intégration régionale en choisissant de commencer par la recherche d'une stabilité monétaire et financière à l'échelle régionale suite à la crise de 97. La question qui se pose alors est celle du leadership de la zone puisque l'histoire a montré que, dans tout processus régional qui s'institutionnalise, un ou deux pays servent de moteurs, d'initiateurs (Siroen, 2000).

L'objectif de ce texte est donc de s'interroger sur l'aptitude de la Chine à jouer ce rôle. Nous montrerons que si les enjeux de la croissance chinoise dépassent très largement les frontières du pays et si cette croissance peut à long terme créer les conditions de son leadership régional, pour le moment, elle ne possède pas toutes les qualités requises pour être le moteur du processus. Un tandem Chine/Japon pourrait par contre constituer une alternative envisageable à plus court terme, puisque qu'ils capitalisent à eux deux la totalité des caractéristiques d'un leadership régional.

Nous aborderons donc ici les enjeux de la puissance chinoise dans le cadre de son rôle en Asie Orientale¹. En effet, les caractéristiques actuelles de l'économie chinoise ne permettent pas d'envisager directement l'hypothèse de la Chine en tant que leader sur la scène mondiale. Selon toute vraisemblance, c'est par l'Asie Orientale que débutera, si elle doit se concrétiser, l'ascension de la Chine vers le statut de grande puissance.

La démarche retenue permet d'interpréter des résultats obtenus à partir d'outils quantitatifs empruntés à la grille standard de l'économie internationale (modèle de gravité), dans une grille largement issue des problématiques de l'Economie Politique Internationale (EPI). Cette dernière permet, en effet, d'intégrer les phénomènes de pouvoirs et la dimension historique notamment, à l'analyse économique. Cet éclectisme méthodologique (Gilpin, 2001) est caractéristique d'une grande partie des travaux référencés comme se situant dans le courant de l'EPI « critique »².

Afin de défendre l'idée que la Chine ne détient qu'une partie des « qualités » nécessaires à l'exercice de la fonction de « leader régional », nous montrerons dans *un premier temps* comment, tout en s'insérant dans un « commerce triangulaire », elle ne prend quantitativement, dans ce commerce, que la place que lui confère sa taille. *La seconde partie* permettra de souligner l'incapacité actuelle de la Chine à remplir l'ensemble seule la totalité des fonctions d'un leadership régional à court et moyen terme.

I La place de la Chine dans le commerce intra-régional : l'absence du « biais » chinois

L'ouverture de son économie a permis à la Chine de s'intégrer rapidement à la régionalisation en cours en Asie Orientale, tout en modifiant sensiblement l'organisation de cette dernière. Son essor économique a entraîné une réorientation des flux de ses partenaires asiatiques en sa faveur. Elle est ainsi devenue la plate-forme régionale d'exportation vers les pays tiers. Le commerce intra-asiatique s'est ainsi triangularisé, laissant à la Chine le soin d'assembler les composants avant de le réexporter vers les Etats-Unis et l'Europe.

Néanmoins, malgré cette modification de l'organisation régionale, la Chine n'a pas impulsé de dynamique qui lui conférerait un rôle central et incontournable dans la région. En effet, les résultats du modèle de gravité montre que les relations sino-asiatiques ne sont pas plus que proportionnelles à ce « qu'elles devraient être », une fois les autres variables contrôlées. Les résultats révèlent donc l'absence d'un « biais » chinois. A l'inverse, le modèle révèle un « biais » japonais dans les relations intra-régionales avant 1997, ce qui vient confirmer l'influence du Japon dans l'instauration de la division régionale du travail en Asie Orientale

1.1 Le rôle pivot de la Chine dans le « commerce triangulaire »

En s'ouvrant, la Chine a pris part au processus d'intégration régionale en Asie Orientale, en participant notamment au renforcement de la régionalisation est-asiatique constatée depuis les années 90. Les pays de la zone ont, en effet, réorienté leurs échanges commerciaux vers la Chine, ce qui a grandement participé à la concentration des flux intra-régionaux (Cf tableau 1). Le tableau 1 montre que la hausse du poids des exportations et des importations intra-ASEAN+3 s'explique essentiellement, pour le Japon, la Corée du Sud et l'ASEAN, par la hausse du poids de la Chine dans

¹ L'Asie Orientale regroupe ici les 13 pays de l'ASEAN + 3, à savoir les 10 membres de l'ASEAN (Birmanie, Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam) auquel sont ajoutés la Chine, la Corée du Sud et le Japon.

² Kebabdjian (2006) retient une approche duale pour classer les différents courants de l'EPI, à savoir d'une part la constitution d'un « *mainstream* » avec le rapprochement du courant libéral et réaliste autour de leur méthode d'analyse (la théorie de jeux) et d'autre part la mise en évidence d'un courant « hétérodoxe », rassemblant toutes les approches critiques.

leur commerce (phénomène déjà souligné par Zebregs dans son étude de 2004). Par exemple, entre 1995 et 2005, la part de la Chine dans les importations et les exportations japonaises est passée respectivement de 10,7% à 21,1% et de 5% à 13,4%. L'essor économique de la Chine a bénéficié aux autres pays est-asiatiques, ce qui a indirectement fait croître l'intensité des flux intra-régionaux.

Le tableau 1 montre également une évolution de l'organisation productive intra-zone. Le commerce de l'Asie Orientale semble se « triangulariser » (Gaulier et alii, 2004 et 2005 ; Vanel et Hoyrup, 2005, Nicolas 2007). D'un côté, les pays de l'ASEAN+3 recentrent leurs échanges sur la Chine, tout en perdant des parts de marchés sur les pays tiers notamment aux Etats-Unis et en Europe. Ainsi, la part relative des exportations en direction des Etats-Unis diminue, entre 1995 et 2005, pour l'ASEAN, le Japon et la Corée du Sud. D'un autre côté, la Chine s'approvisionne de manière croissante sur le marché régional afin d'exporter vers des pays hors zone. Le fait que la Chine ait gagné des parts de marché aux Etats-Unis, alors que le reste de l'Asie Orientale en perdait un peu, le confirme. En effet, la part des importations américaines en provenance de la Chine est passée de 6,3% à 15% de ses importations totales, entre 1995 et 2005. Sur la même période, la part des importations américaines en provenance de l'ASEAN+3 a diminué de près de 3%, passant de 34,4% à 31,8%. Comme le souligne Deblock (2007), l'Asie Orientale possède une place prépondérante dans les échanges américains. Elle compte cinq des dix premiers partenaires commerciaux des Etats-Unis (par ordre décroissant : la Chine, le Japon, la Corée du Sud, Taïwan et la Malaisie). L'essor de la Chine explique en grande partie cette place. Depuis 2003, elle est le deuxième fournisseur des Etats-Unis, derrière le Canada et devant le Mexique et le Japon.

La Chine devient donc la plaque tournante régionale du commerce vers les pays hors zone (Deblock et Constantin, 2004). La nature des échanges intra-asiatiques reflète ainsi l'intégration croissante de la Chine dans les réseaux régionaux de production (Hochraich, 2003 et Astier et Monet, 2004). Elle est devenue la plate-forme de réexportation d'un ensemble de biens dont les composants proviennent des pays est-asiatiques. Les entreprises est-asiatiques (Japon, Corée du Sud et Singapour notamment) exportent des biens intermédiaires et des composants vers des filiales ou usines implantées en Chine. Les entreprises implantées sur le sol chinois (entreprises à capitaux chinois ou étrangers) assemblent les produits et les réexportent principalement vers les Etats-Unis et l'Union Européenne. La segmentation des processus productifs a ainsi intensifié les relations entre les pays de l'Asie Orientale, même si cette dernière a, par ailleurs, accentué l'asymétrie structurelle du commerce asiatique avec le reste du monde (Gaulier et alii, 2006).

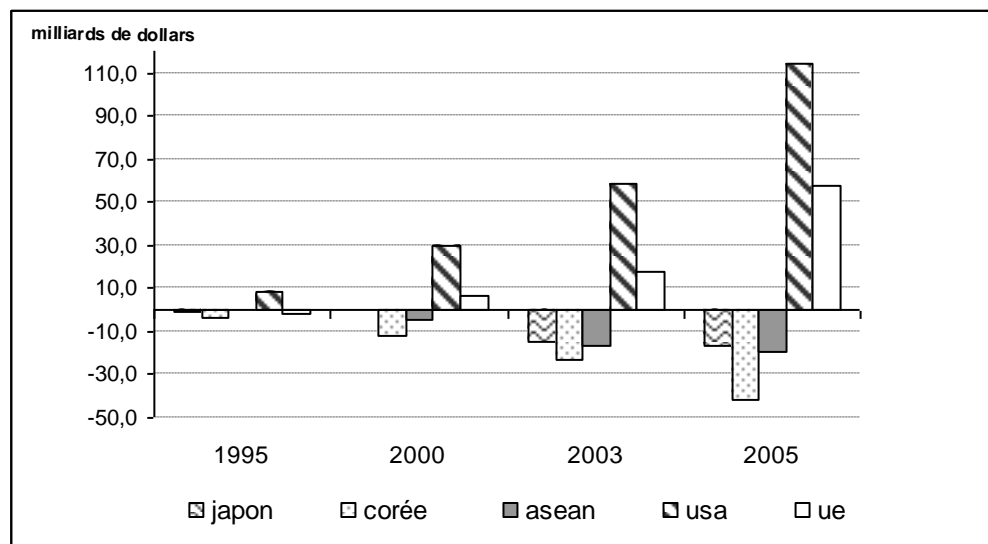
Tableau 1 : Répartition des flux d'importations et d'exportations entre les pays est-asiatiques et leurs deux principaux partenaires commerciaux hors zone, les Etats-Unis et l'Europe, en %.

		Chine		Japon		Corée Sud		ASEAN		ASEAN+3		USA		UE (15)		RDM	
		Imp	Exp	Imp	Exp	Imp	Exp	Imp	Exp	Imp	Exp	Imp	Exp	Imp	Exp	Imp	Exp
Chine	1995			22	19,1	7,8	4,5	7,5	7,0	37,3	30,6	12,2	16,6	15,2	12,1	35,3	40,7
	2005			15,2	11,0	11,6	4,6	11,4	7,3	38,2	22,9	7,4	21,4	10,2	16,4	44,2	39,3
Japon	1995	10,7	5,0			5,2	7,1	14,4	17,6	30,3	29,7	22,6	27,5	13,8	14,8	33,3	28,0
	2005	21,1	13,4			4,7	7,8	14,1	12,8	39,9	34	12,7	22,9	10,7	12,5	36,7	30,6
Corée S.	1995	5,5	7,3	24,1	13,6			7,1	14,3	36,7	35,2	22,5	19,3	12,9	11,5	27,9	34
	2005	14,8	21,8	18,5	8,5			10	9,6	43,3	39,9	11,8	14,6	9,8	13,0	35,1	32,5
ASEAN	1995	3,2	2,7	23,8	14,3	4,6	2,9	18,6	24,7	50,2	44,6	13,8	18,7	13,7	13,4	22,3	23,3
	2005	10,6	8,3	14,2	11,6	4,8	4,0	24,6	26,2	54,2	50,1	10,7	14,8	9,7	11,8	25,4	23,3
ASEAN+3	1995	5,7	3,8	15,3	8,8	4,6	4,6	14,0	17,9	39,6	35,1	17,8	22,2	13,8	13,6	28,8	29,1
	2005	10,4	8,6	11,3	8,0	6,4	4,7	15,7	14,3	43,9	35,5	10,3	19,1	10,2	13,7	35,6	31,7
USA	1995	6,3	2,0	16,5	11	3,2	4,4	8,4	6,8	34,4	24,2			16,9	19	48,7	56,8
	2005	15	4,6	8,2	6,1	2,6	3,1	6,0	5,5	31,8	19,3			16,9	18	51,3	62,7
UE (15)	1995	1,8	1,0	4,2	2,2	0,9	0,9	2,5	2,5	9,3	6,5	7,6	7,0	54,2	55,4	28,9	31,1
	2005	5,1	1,8	2,5	1,5	1,1	0,7	2,5	1,6	11,2	5,5	5,7	8,5	50,7	52,7	32,4	33,3

Source: calculs d'après FMI, *Direction Trade of Statistics Yearbook*, divers numéros.

L'évolution du solde de la balance commerciale de la Chine avec ses principaux partenaires illustre bien cette asymétrie. L'accent mis sur le rôle de plate-forme de la Chine, au sein de la division régionale du travail en Asie, a pour conséquence le développement d'un déficit commercial envers les autres pays de la zone et un excédent commercial avec les pays occidentaux, les Etats-Unis et l'Europe notamment (Renard, 2004). Le graphique ci-dessous montre la croissance de l'excédent chinois vis-à-vis des Etats-Unis, qui atteint 114,4 milliards de dollars en 2005. Le déficit chinois vis-à-vis des pays asiatiques s'accroît également, notamment avec la Corée du Sud : 41,8 milliards de dollars en 2005.

Graphique 1 : Solde de la balance commerciale chinoise avec ses principaux partenaires commerciaux, en milliards de dollars.



Source: calculs d'après FMI, *Direction Trade of Statistics Yearbook*, divers numéros.

Comme le souligne Nicolas (2007, p 132), « l'exposition (directe) réduite de l'Asie de l'Est par rapport aux Etats-Unis ne doit cependant pas tromper. La persistance d'une forte dépendance de la Chine vis-à-vis du marché américain et de ses fournisseurs asiatiques reflète l'existence d'un **commerce triangulaire** qui rend le reste de l'Asie Orientale très dépendant des marchés occidentaux (notamment américain). Dans ces conditions, la montée en force du commerce intra-asiatique n'est en aucune manière synonyme d'autonomisation de la région ». Néanmoins la persistance des taux de croissance très élevés en Asie Orientale (10% pour la Chine, 6-7% pour les pays de l'ASEAN, et près de 4% pour la Corée du Sud, seul le Japon qui, bien que de retour sur un sentier de croissance, enregistre un taux modeste plus proches de ceux que connaissent ses homologues occidentaux, à savoir 2,5%) laisse présager une nouvelle phase de rattrapage des pays en développement ou émergents de la zone. L'élévation, à la fois du niveau de vie et du niveau de qualification de la main d'œuvre, pourrait constituer, à terme, un facteur d'accélération du « recentrage » de la zone par la demande finale et, ainsi, une moindre dépendance vis-à-vis de l'extérieur (Figuière, Guilhot et Simon, 2007).

Le recentrage des flux sur la Chine en Asie Orientale peut laisser supposer qu'elle joue un rôle central dans l'organisation des flux commerciaux intra-régionaux et plus largement dans la division régionale du travail, comme le Japon l'a fait dans les années 85. Malgré son poids dans les échanges, et au regard des résultats donnés par un modèle de gravité, nous pouvons affirmer qu'aucune dynamique propre n'a été impulsée par la Chine. Cette dernière n'entretient pas des relations « plus que proportionnelles » avec ses voisins d'Asie Orientale. L'ouverture de la Chine a certes modifié à la division régionale du travail en devenant la plate-forme régionale d'exportation vers les pays tiers mais elle n'a pas fait de la Chine un acteur régional ayant un poids plus important que ce qu'il devrait être compte tenu de la taille et du niveau de développement de son économie.

1.2 La méthodologie du modèle de gravité

Notre modèle de gravité porte sur l'analyse des flux commerciaux (importations et exportations) des treize pays est-asiatiques (ASEAN+3) sur la période 1985-2005. Les deux modalités des flux d'échanges sont étudiées afin de voir si des différences apparaissent dans les coefficients des variables retenues. En effet, l'intégration de l'Asie Orientale étant une intégration majoritairement par l'offre, il se peut que les coefficients des variables varient selon le type de flux.

L'équation du modèle de gravité s'écrit de la manière suivante :

$$\text{Log}(1+X_{ijt}) = \text{Log}A + \beta_1 \text{Log}(\text{PIB}_{it}) + \beta_2 \text{Log}(\text{PIB}_{jt}) + \beta_3 \text{Log}(\text{Pibpc}_{it}) + \beta_4 \text{Log}(\text{Pibpc}_{jt}) + \beta_5 \text{Log}(\text{Dpibpc}_{ij}) + \beta_6 \text{Log}(\text{Distwces}_{ij}) + \beta_7 \text{ADJ}_{ijt} + \beta_8 \text{LangCom}_{ijt} + \beta_9 \text{LangEth}_{ijt} + \beta_{10} \text{ASEAN}_{ijt} + \beta_{11} \text{Aptchn}_{ijt} + \beta_{12} \text{Aptjap}_{ijt} + \log \varepsilon_{ij}$$

$$\text{Log}(1+M_{ijt}) = \text{Log}A + \beta_1 \text{Log}(\text{PIB}_{it}) + \beta_2 \text{Log}(\text{PIB}_{jt}) + \beta_3 \text{Log}(\text{Pibpc}_{it}) + \beta_4 \text{Log}(\text{Pibpc}_{jt}) + \beta_5 \text{Log}(\text{Dpibpc}_{ij}) + \beta_6 \text{Log}(\text{Distwces}_{ij}) + \beta_7 \text{ADJ}_{ijt} + \beta_8 \text{LangCom}_{ijt} + \beta_9 \text{LangEth}_{ijt} + \beta_{10} \text{ASEAN}_{ijt} + \beta_{11} \text{Aptchn}_{ijt} + \beta_{12} \text{Aptjap}_{ijt} + \log \varepsilon_{ij}$$

Où X_{ijt} représente les flux d'exportations intra-régionaux,

M_{ijt} les flux d'importations intra-régionaux,

A représente une constante,

PIB_i le PIB du pays i mesuré en PPA,

PIB_j le PIB du pays j mesuré en PPA,

Pibpc_i le PIB par habitant du pays i mesuré en PPA,

Pibpc_j le PIB par habitant du pays j mesuré en PPA,

Dpibpc_{ij} , l'écart de développement économique mesuré par la valeur absolue de la différence des PIB par habitant des pays i et j ,

Distwces_{ij} , la distance géodésique entre les deux capitales pondérée par leur poids dans la population totale,

ADJ_{ij} le fait de partager une frontière,

LangCom_{ij} le fait que les pays i et j partagent une langue commune,

LangEth_{ij} le fait que les pays i et j partagent une langue ethnique,

ASEAN représente le fait d'appartenir à ce regroupement,

Aptchn les flux entre la Chine et les autres pays asiatiques,

Aptjap les flux entre le Japon et les autres pays asiatiques,

ε_{ij} une erreur de spécification d'espérance nulle et suivant une loi normale

L'équation du modèle de gravité testée reprend ici en grande majorité les variables, généralement qualifiées, dans la littérature, de « variables naturelles », à savoir la masse économique, la distance économique et la distance géographique. Des variables explicatives qualitatives (frontière commune, langue officielle commune et langue ethnique) sont également retenues ici afin d'améliorer son pouvoir explicatif.

Les trois dernières variables visent à évaluer quelles sont les relations les plus déterminantes au sein des échanges intra-asiatiques : la variable « ASEAN » mesure l'impact de cette association dans les flux d'Asie Orientale, la variable « Aptchn » évalue l'importance des flux entre la Chine et les autres pays asiatiques³ et « Aptjap », l'importance des flux entre le Japon et les autres pays asiatiques. Ce sont des variables muettes avec un codage binaire où 1 désigne la présence de relations entre les pays

³ Nous nous différencions ici de Kim (2002) en prenant en compte l'ensemble des relations que la Chine a avec les 12 autres pays et pas seulement ses relations avec les 10 membres de l'ASEAN. En effet, les échanges avec la Corée du Sud et le Japon étant très élevés, il convient de les intégrer. Nous cherchons ici à vérifier si la Chine devient le partenaire commercial central de l'ASEAN+3.

et 0 l'absence de relations. *L'annexe 1* répertorie le nom et les sources des différentes variables utilisées.

La méthode appliquée est utilisée généralement pour estimer une régression multiple : la Méthode des Moindres Carrées Ordinaires, sous sa forme log-linéaire, afin d'interpréter les coefficients de chaque variable explicative en termes d'élasticité (Behaghel, 2006). Etant donnée l'utilisation des données compilées du FMI pour les variables à expliquer (flux d'importations et d'exportations), nous ne pouvons pas déterminer, quand les flux commerciaux bilatéraux ne sont pas répertoriés, si les pays ne commercent pas ensemble ou s'ils échangent trop peu de biens pour que l'information soit comptabilisée ou encore si, tout simplement, l'information est manquante. L'impossibilité de faire la distinction entre un commerce nul ou des valeurs manquantes risque de donner des résultats biaisés, quand le phénomène inclut beaucoup d'observations. Afin de dépasser ce problème de valeurs manquantes, à l'instar de la méthode employée par Eichengreen et Irwin (1998), Bénassy-Quéré et alii (2005)⁴ et Pusterla (2006), toutes les valeurs manquantes sont considérées comme des valeurs de très petites quantités. Par souci de simplification, ces valeurs sont transformées en valeurs nulles. Cependant, l'utilisation du logarithme dans l'équation gravitationnelle ne permet pas cette transformation (le logarithme de zéro n'existe pas). Afin de faire face à ce problème et tout en confirmant l'acception précédente, à savoir que toutes les informations non disponibles sur les flux commerciaux bilatéraux sont équivalentes à une petite quantité, 1 est alors ajouté aux valeurs des flux d'exportations et d'importations. Le logarithme de cet ensemble est ensuite calculé. En d'autres termes, cela équivaut à avoir comme variable à expliquer $\log(1+X_{ij})$ ou $\log(1+M_{ij})$. Cela implique que si M_{ij} ou $X_{ij}=0$, alors $\log(1+M_{ij})$ ou $\log(1+X_{ij})=0$ car $\log(1)=0$.

Cette méthodologie permet d'éviter de perdre trop d'information sur la direction des flux commerciaux⁵. En effet, le fait que les échanges entre deux pays soient tellement infimes qu'ils ne sont pas mentionnés par les institutions comme le FMI est, en soi, une source d'information. Les données non disponibles dans notre base de données sont par ailleurs relativement importantes : 19,8% pour les importations (648 observations sur 3279) et 17,9% pour les exportations (588 observations sur 3279). La non prise en compte de ces données risquerait de biaiser les coefficients des variables sélectionnées.

L'Annexe 2 montre par ailleurs qu'aucune colinéarité n'est révélée. Les coefficients des variables incluses dans notre modèle ne peuvent donc pas non plus être biaisés par ce problème de spécification.

⁴ Dans leur étude, Bénassy-Quéré et alii (2005) s'intéressent aux déterminants des flux de stocks d'IDE. La proportion de zéro étant non négligeable, ils approximent la fonction $\log(IDE)$ par $\log(0,3+IDE)$. Ils n'utilisent pas la valeur 1 car cela compresse substantiellement la distribution des IDE. Ils emploient alors 0,3 qui correspond au premier décile de distribution des valeurs strictement positives.

⁵ D'autres méthodes peuvent être utilisées pour faire face à ce problème. La méthode d'estimation de Heckman à deux étapes permet de résoudre ce problème en transformant le problème possible de biais de sélection en un problème de variable omise. Helpman et alii (2005) emploient cette méthode dans leur étude. Ils introduisent ainsi un ratio de Mills comme régresseur dans l'équation gravitationnelle. Ce ratio estime l'importance des flux équivalents à zéro. Il est représenté par une variable muette prenant 1 si les flux commerciaux (que ce soit ici les importations ou les exportations) sont différents de zéro et 0 sinon. Si le coefficient du ratio de Mills est significatif, alors le biais de sélection est confirmé et corrigé. En d'autres termes, cela signifie que la non prise en compte des valeurs non disponibles (ici équivalentes à zéro) biaise l'estimation. La méthodologie utilisée ici permet justement d'introduire ces valeurs. Dans tous les cas (importations et exportations), le ratio de Mills est significatif, confirmant ainsi qu'il existe bien un biais de sélection si les valeurs équivalentes à zéro ne sont pas prises en compte. A l'instar de Gaulier et alii (2004) ; Bénassy-Quéré et alii (2005) et Coulibaly (2006), ce test de Heckman peut être ainsi perçu comme le contrôle de la robustesse de notre méthode.

1.3 Les résultats

Une fois la méthodologie présentée et les différents problèmes de biais de sélection écartés, il convient maintenant d'interpréter les résultats obtenus. Les deux tableaux ci-dessous présentent successivement les résultats des estimations pour les flux d'exportations et les flux d'importations par période, afin de voir si, selon le type de flux et la période analysée, les déterminants des échanges évoluent.

L'analyse du tableau 1 montre que le R^2 , coefficient de détermination, variant entre 0,71 et 0,87 est relativement fort. Une tendance à la hausse du R^2 (plus 16 points en 21 ans) est observée indiquant que le modèle explique mieux les flux récents. En d'autres termes, les déterminants prennent mieux en compte les variations des échanges entre les pays est-asiatiques. Sur la période 2002-2005, 87% des flux d'exportations intra-ASEAN+3 sont expliqués par les variables du modèle contre seulement 71,18% pour la période 1985-1990. L'élévation du niveau de développement de ces pays permet d'avoir des résultats plus conformes aux prédictions du modèle de gravité, modèle mieux adapté pour analyser les flux des pays développés (Freudenberg et alii, 1998 a et b).

Tableau 2 : Estimation du modèle de gravité sur les exportations intra-ASEAN+3.

Variables	1985-90	1991-97	1998-01	2002-05	1985-05	1985-97	1998-05
Constante	-18,83*** (-13,29)	-13,85*** (-10,09)	-17,09*** (-11,09)	-21,99*** (-14,96)	-12,19*** (-16,69)	-14,78*** (-15,21)	-17,34*** (-15,92)
Pibi	0,76*** (21,47)	1,00*** (32,09)	1,15*** (34,50)	1,20*** (39,21)	0,92*** (53,38)	0,87*** (37,39)	1,14*** (48,96)
Pibj	0,72*** (20,20)	0,85*** (26,92)	1,02*** (30,51)	1,11*** (36,29)	0,80*** (46,83)	0,76*** (32,68)	1,03*** (44,18)
Pibpci	1,10*** (16,72)	0,96*** (17,05)	1,08*** (17,22)	1,32*** (21,82)	0,88*** (27,89)	0,96*** (22,69)	1,12*** (24,96)
Pibpcj	1,04*** (15,77)	0,80*** (14,17)	0,79*** (12,58)	0,90*** (14,81)	0,68*** (21,61)	0,84*** (19,90)	0,76*** (17,06)
Dpibpc	-0,46*** (-7,89)	-0,20*** (-3,99)	-0,12** (-2,39)	-0,11** (-2,23)	-0,24*** (-8,37)	-0,31*** (-8,05)	-0,12*** (-3,33)
Distwces	0,23* (1,74)	-0,59*** (-4,74)	-0,57*** (-4,39)	-0,56*** (-4,71)	-0,42*** (-6,03)	-0,23** (-2,44)	-0,60*** (-6,58)
Adj	0,80*** (3,92)	0,76*** (4,09)	1,01*** (5,30)	1,13*** (6,48)	0,60*** (5,83)	0,71*** (5,13)	0,94*** (7,01)
LangCom	1,57*** (5,58)	0,43 (1,63)	0,44 (1,60)	0,10 (0,41)	0,81*** (5,46)	0,98*** (5,00)	0,32* (1,66)
LangEth	0,70*** (3,44)	0,78*** (4,11)	0,28 (1,43)	0,45** (2,51)	0,93** (8,84)	0,84*** (5,96)	0,50*** (3,57)
Biais régional							
ASEAN	0,89*** (4,25)	1,00*** (5,07)	0,74*** (3,49)	1,04*** (5,33)	0,50*** (4,55)	0,84*** (5,80)	0,71*** (4,78)
APTChn	-0,69*** (-3,19)	-0,25 (-1,24)	-1,45*** (-6,88)	-1,16*** (-6,07)	-0,76*** (-6,70)	-0,47*** (-3,14)	-1,29*** (-8,69)
APTJap	0,61*** (2,77)	0,32* (1,65)	-1,00*** (-4,94)	-1,06*** (-5,86)	0,25** (2,37)	0,55*** (3,75)	-0,89*** (-6,37)
Adjusted R²	0,7118	0,7501	0,8299	0,87	0,7625	0,7314	0,8385
F-Statistic	193,5***	273,8***	254,4***	348,3***	877,4***	461,1***	540,4***
Observations	936	1092	624	624	3276	2028	1248

Les nombres entre parenthèses représentent le test de significativité locale (loi de Student)

***, **, * représentent respectivement le niveau de significativité locale à 1%, 5% et 10%.

- Le poids du PIB du pays exportateur et importateur joue de plus en plus dans l'orientation des flux d'exportations des 13 pays. Le coefficient est passé respectivement de 0,76 à 1,20 et de 0,72 à 1,11 entre les périodes 1985-1990 et 2002-2005. Ainsi, une hausse de 1% du PIB des pays exportateurs entraîne une hausse des échanges (il faut garder à l'esprit ici que notre variable à expliquer équivaut $1+Exp$) de 1,20% avec les pays importateurs sur la période 2002-2005. Cette hausse est plus que proportionnelle et montre bien que l'augmentation de la taille des économies est-asiatiques influe sur l'orientation des flux commerciaux, résultat compatible avec les résultats attendus des modèles de gravité.
- Le coefficient attribué par le calcul à la variable PIB par habitant est significatif et positif. Excepté sur la période 1991-1997, son poids s'accroît au fil des années surtout pour le pays exportateur. Le coefficient devient plus que proportionnel à partir de 1998 et atteint 1,32 sur la période 2002-2005. Ainsi une hausse de 1% du PIB par habitant du pays i entraîne une hausse des échanges de 1,32% avec le pays j . Le niveau de développement des pays d'Asie Orientale influe fortement sur leurs échanges. Les pays d'Asie de l'Est étant majoritairement des pays en développement, une hausse de leur niveau de vie influe fortement sur leurs flux commerciaux que ce soit sur l'offre de biens ou la demande de biens.
- La Variable $dpibpc$, mesurant l'écart de développement économique, a un coefficient négatif et significatif sur toutes les périodes. Son coefficient diminue néanmoins au fil des années. Il en ressort ainsi que les échanges intra-asiatiques s'appuient sur du commerce intra-branche. Etant données les caractéristiques de la division régionale du travail est-asiatique, on peut affirmer que ce commerce est de type vertical. Ces pays exportent des biens de la même branche mais différenciés verticalement selon leur niveau de développement. Ce constat tend cependant à s'effacer dans le temps : le coefficient perd en significativité et en poids. Il s'élève à -0,11 sur la période 2002-2005 et est significatif au seuil de 5 %. Cela peut s'expliquer par l'écart de développement de plus en plus grand dans la région. Dans les années 80, seul le Japon pouvait être considéré comme un pays développé. Les échanges se faisaient principalement entre pays en développement, c'est-à-dire entre pays de même structure. Les nouveaux pays industrialisés de première génération, comme la Corée du Sud et Singapour, se sont par la suite développés, suivis par la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et l'Indonésie et la Chine. Ainsi trois catégories distinctes de pays apparaissent : les pays développés avec le Japon, la Corée du Sud et Singapour, les pays émergents avec la Chine, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande et les pays en développement, catégorie qui comprend un pays à revenu intermédiaire faible (le Vietnam) et trois PMA (Pays les Moins Avancés) (le Laos, la Birmanie, le Cambodge). Ainsi le commerce entre ces pays tend à correspondre de plus en plus à un commerce de type Nord/Sud, c'est-à-dire à un commerce inter-branche, ce qui tend à expliquer la baisse du coefficient $dpibpc$.
- La variable distance connaît une évolution très intéressante. Peu significative (au seuil de 10%) et positive de 1985 à 1990, elle devient très significative et négative sur toutes les autres périodes, ce qui est conforme aux prédictions du modèle de gravité. La distance est perçue comme un obstacle au commerce et non comme un élément favorisant les échanges. En effet, l'introduction de la variable distance entre deux partenaires commerciaux tend à justifier l'acception notamment soulignée par Krugman (1991) et Summers (1991) qu'une grande partie du commerce intra-régional peut s'expliquer par la proximité géographique des pays de la zone. Il n'est pas surprenant de constater que les pays commercent plus intensivement avec leurs voisins. Du fait de la géographie de la zone (région parsemée d'îles), le commerce s'effectue principalement par bateau⁶ ou avion mais non par camion. Ces modes de transport sont plus onéreux, ainsi toute distance supplémentaire entre deux pays peut être un frein aux échanges. Le coefficient attribué à cette variable sur la période 1985-2005 démontre bien son impact négatif : une hausse de la distance séparant deux pays est-asiatiques de 1% entraînera une baisse des flux d'exportations bilatéraux de 0,42%.

⁶ Pour en savoir plus sur le trafic maritime conteneurisé en Asie Orientale, voir Frémont (2004).

- Les coefficients concernant la variable Adjacence sont positifs et significatifs. Ils connaissent une hausse de leur importance depuis 1998. Ainsi le pays i a 1,8 ($\exp(0,60)$) fois plus de chances d'exporter vers le pays j , pays avec lequel il partage une frontière commune que vers un autre pays avec lequel il ne développe pas ces caractéristiques. La plupart des pays de la région étant constitués d'îles ou possédant des régions infra-nationales séparées par la mer, le fait de partager une frontière commune avec un pays partenaire favorise les échanges bilatéraux.
- La variable langue commune perd toute influence sur l'orientation des flux d'exportations à partir des années 90. Sur grande période, son poids et sa significativité baisse : 0,32 de 1998 à 2005 au seuil de 10%. Chaque pays ayant à sa propre langue dans cette région, la variable langue commune influe peu sur les échanges.
- Il en va de même pour la variable langue ethnique qui suit à peu près la même évolution (baisse de son poids sur longue période) mais qui demeure quand même plus influente que la variable langue commune. Les nombreuses diasporas et leur influence dans cette zone expliquent en partie ce phénomène.
- L'analyse des variables sous-régionales permet de montrer que l'ASEAN a un fort impact positif dans les flux d'exportations au sein de l'ASEAN+3, notamment sur la période 1991-1997 et 2002-2005. L'importance de ce regroupement (10 pays sur 13) dans l'ASEAN+3 explique ce poids. Entre 1985 et 2005, si deux pays appartiennent à l'ASEAN, ils ont 1,6 ($\exp(0,50)$) fois plus de chance de commercer ensemble. La baisse de son coefficient de 1998 à 2001 peut s'expliquer par l'impact de la crise sur les membres de cette association. Les grandes économies (Thaïlande, Indonésie, Malaisie) de ce regroupement ont été dévastées économiquement. Les échanges avec les autres membres ont donc été difficiles. Son impact sur les flux d'exportations s'est ainsi amoindri.

Les coefficients montrant l'importance des relations entre la Chine et les douze autres pays est-asiatiques sont fortement significatifs mais négatifs sur toutes les périodes analysées, sauf sur la période 1991-1997 où le coefficient n'est pas significatif. Ainsi les relations sino-asiatiques sont moins importantes que « ce qu'elles devraient être », et cela même, sur la période récente. Cela confirme bien les hypothèses précédemment avancées: la croissance de la Chine a bénéficié indirectement aux autres pays asiatiques, *via* ses besoins et le faible coût de sa main d'œuvre. Mais son essor et son insertion dans la division du travail n'a pas entraîné un biais en faveur des relations sino-asiatiques. La Chine n'a pas impulsé de dynamique propre et autonome en Asie Orientale.

Les coefficients de la variable Aptjap souligne par contre le rôle central du Japon dans les relations intra-ASEAN+3 avant 1997, les coefficients de cette variable sont alors positifs et significatifs. Le Japon a ainsi des liens commerciaux avec les autres pays est-asiatiques, au-delà de ce que montrent les facteurs de « base » du modèle de gravité. De 1985 à 2005, les volumes des flux d'exportations entre le Japon et les 12 autres pays sont près de 1,3 ($\exp(0,25)$) fois plus importants que ceux réalisés entre les autres pays est-asiatiques, une fois les autres variables explicatives contrôlées. Ce poids du Japon peut s'expliquer par son rôle central dans la formation de la division régionale du travail en Asie Orientale. Seul pays développé dans les années 80, il fut au centre de l'organisation productive de la région (Figuière, 1997). Il exportait vers les autres pays de la région des biens et composants. Les autres pays, une fois les composants assemblés, réexportaient les produits finis vers le Japon et vers les pays tiers développés (comme les Etats-Unis et l'Europe). La crise qu'il connaît depuis les années 90 et le développement des autres économies est-asiatiques diminue son importance dans les relations intra-ASEAN+3. Le coefficient de la variable Aptjap devient négatif depuis 1998. Les relations nippo-asiatiques deviennent ainsi moins importantes que ce qu'elles devraient être, étant donné le poids du Japon dans la région.

A l'instar des coefficients du Tableau 1, les coefficients du Tableau 2 sont pour la plupart fortement significatifs. Le R^2 connaît aussi une hausse au fil des années. Selon les périodes, les variables indépendantes expliquent entre 71,07 et 86,74% des variations des flux d'importations. Pour les variables dites naturelles et les variables qualitatives, peu de modifications apparaissent par rapport aux coefficients des flux d'exportations. L'effet taille et richesse continue de peser de plus en plus sur les flux d'importations intra-régionaux. L'impact de la distance sur les flux d'importations demeure relativement stable dans le temps. La variable langue commune perd sa significativité et donc son influence au fil des années. La variable langue ethnique demeure quant à elle significative et montre ainsi que ce facteur est prédominant dans les échanges intra-asiatiques. A l'instar de ce qui se passe pour les flux d'exportations, cela renforce l'idée de l'influence économique des communautés ethniques en Asie Orientale.

Tableau 3 : Estimations du modèle de gravité sur les importations intra-ASEAN+3

Variables	1985-90	1991-97	1998-01	2002-05	1985-05	1985-97	1998-05
Constante	-19,99*** (-13,90)	-13,54*** (-9,96)	-16,48*** (-10,57)	-21,10*** (-14,27)	-12,19*** (-16,66)	-15,12*** (-15,51)	-16,78*** (-15,38)
Pibi	0,78*** (21,58)	0,85*** (27,28)	1,00*** (29,61)	1,10** (35,81)	0,82*** (47,48)	0,79*** (33,77)	1,02*** (43,67)
Pibj	0,72*** (19,95)	1,00*** (32,29)	1,14*** (33,81)	1,17*** (38,15)	0,90*** (52,06)	0,85*** (36,32)	1,13*** (48,24)
Pibpci	1,10*** (16,57)	0,81*** (14,53)	0,82*** (12,99)	0,94*** (15,38)	0,71*** (22,66)	0,87*** (20,62)	0,81*** (18,00)
Pibpcj	1,13*** (16,97)	0,92*** (16,50)	0,99*** (15,56)	1,22*** (20,00)	0,84*** (26,63)	0,95*** (22,43)	1,03*** (22,90)
Dpibpc	-0,48*** (-8,06)	-0,19*** (-3,89)	-0,11** (-2,20)	-0,10* (-1,94)	-0,23*** (-8,22)	-0,31*** (-8,07)	-0,11*** (-3,00)
Distwces	0,27** (2,03)	-0,60*** (-4,90)	-0,57*** (-4,32)	-0,58*** (-4,90)	-0,42*** (-5,94)	-0,21** (-2,29)	-0,61*** (-6,66)
Adj	0,88*** (4,27)	0,70*** (3,79)	0,91*** (4,69)	1,03*** (5,88)	0,57*** (5,52)	0,72*** (5,16)	0,85*** (6,33)
LangCom	1,25*** (4,39)	0,44* (1,68)	0,40 (1,42)	0,07 (0,26)	0,70*** (4,74)	0,84*** (4,26)	0,28 (1,42)
LangEth	0,66*** (3,15)	0,77*** (4,09)	0,36* (1,81)	0,46** (2,55)	0,93*** (8,81)	0,81*** (5,76)	0,53*** (3,81)
<i>Biais régional</i>							
ASEAN	1,03*** (4,88)	0,97*** (4,98)	0,57*** (2,67)	0,92*** (4,67)	0,48*** (4,39)	0,90*** (6,15)	0,58*** (3,91)
APTChn	-0,32 (-1,45)	-0,20 (-1,03)	-1,34*** (-6,31)	-0,99*** (-5,15)	-0,59*** (-5,19)	-0,28* (1,85)	-1,15*** (-7,75)
APTJap	0,65*** (2,92)	0,43** (2,25)	-0,88*** (-4,31)	-0,97*** (-5,33)	0,35*** (3,24)	0,64*** (4,33)	-0,80*** (-5,71)
Adjusted R²	0,7107	0,7552	0,8276	0,8674	0,7631	0,7331	0,8382
F-Statistic	192,4***	281,5***	250,3***	340,5***	880,1***	465***	539,2***
Observations	936	1092	624	624	3276	2028	1248

Les nombres entre parenthèses représentent le test de significativité locale (loi de Student)

***, **, * représentent respectivement le niveau de significativité locale à 1%, 5% et 10%.

Concernant les variables montrant le biais sous-régional, peu de changements apparaissent pour les variables ASEAN, Aptchn et Aptjap. La variable ASEAN est toujours fortement significative et positive. Le fait d'appartenir à ce regroupement influence positivement les échanges au sein de la région. La variable Aptchn représentant les relations que la Chine entretient avec les autres pays de la région devient non significative sur les périodes 1985-1990 et 1991-1997. Son coefficient reste toujours négatif. Les relations entre la Chine et les autres pays asiatiques sont toujours moins importantes que ce qu'elles devraient être. De 1985 à 2005, les volumes des flux d'importations entre la Chine et les 12 autres pays sont 1,8 ($\exp(0,59)$) fois moins importants que ceux réalisés entre les autres pays, une fois les autres variables explicatives contrôlées.

A l'instar de ce qui se passe pour les flux d'exportations, les coefficients de la variable Aptjap, représentant les relations que le Japon entretient avec les 12 autres pays, sont positifs et significatifs avant 1997. De 1985 à 2005, les volumes des flux d'importations entre le Japon et les 12 autres pays sont près de 1,4 ($\exp(0,35)$) fois plus importants que ceux réalisés entre les autres pays est-asiatiques, une fois les autres variables explicatives contrôlées. Les relations entre le Japon et les pays d'Asie Orientale sont ainsi plus importantes que « ce qu'elles devraient être » et confirment le rôle du Japon dans l'organisation productive de la région. Les coefficients pour ces flux sont d'ailleurs plus élevés que ceux répertoriés pour les flux d'exportations ce qui renforce encore ce résultat.

Cet ensemble de résultats montrent ainsi que malgré son rôle de plate forme d'exportation, la Chine ne pèse pas plus que son poids « normal » dans les relations commerciales de la région. Son ouverture a certes modifié la division régionale du travail en Asie de l'Est, mais elle n'a pas impulsé de dynamique propre qui lui confère un rôle central et incontournable dans la région comme cela a été le cas pour le Japon dans les années 80. Cette réorganisation régionale peut alors être vue comme la résultante de l'intégration internationale et régionale de la Chine dans l'économie mondiale. En s'ouvrant, elle a seulement trouvé « sa » place dans la région et dans le monde, étant donnée la taille de son économie. Son taux d'ouverture ($[(\text{Imp} + \text{Exp})/2]/\text{PIB}$) relativement important pour un pays de cette taille le démontre. De 1985 à 1994, il est passé de 11,5% à 21,1%. Il a diminué jusqu'en 1998 pour atteindre 15,9% pour connaître une phase d'accélération et s'élever en 2005 à 31,8%. Son taux d'ouverture est plus élevé que celui des deux premières puissances mondiales : les Etats-Unis 10,6% et le Japon 12% en 2005 mais bien moins important que celui des économies extraverties est-asiatiques comme Singapour avec 170%, Hong Kong 165,9%, la Malaisie avec 97,3% ou la Thaïlande avec 65,9% en 2005.

II La Chine en Asie Orientale : quelles aptitudes au leadership régional ?

Une fois qualifiée la place de la Chine dans les flux intra-régionaux, il convient d'examiner les autres modalités possibles de l'influence de ce pays sur les membres de la zone. En effet, la place dans les échanges intra-régionaux est loin de constituer l'unique vecteur de l'influence de la Chine en Asie Orientale.

Le choix a été fait ici de retenir le terme de leader et non celui d'hégémon, déjà été mobilisé par ailleurs (Figuière et Guilhot, 2006b et 2007, notamment). En effet, ce papier a pour seul objectif d'analyser la capacité d'influence de la Chine. Néanmoins, les différentes considérations autour de notions telles que le pouvoir, inhérentes à la construction d'un concept d'hégémon, valent également pour l'analyse en termes de leadership. Selon Kébabdjian, pour Kindleberger une stabilité hégémonique suppose l'existence d'un « leadership bienveillant », d'un Etat prenant en charges les coûts internationaux de la fourniture des biens collectifs (1999, p181). Nous considérons ici que le point de départ se situe dans l'expression du besoin de stabilité en Asie Orientale suite à la crise de 1997.

La question du leadership en Asie Orientale au début du 21^{ème} siècle, se trouve dès lors posée dans un cadre très précis. Dix ans après la crise asiatique de 1997, les pays de la zone manifestent la volonté de pallier à la défaillance du système monétaire et financier international (SMFI), en tentant de s'organiser pour générer, au niveau régional, de la stabilité, afin de mettre en place une solidarité dont ils ont cruellement manqué en 1997, faute de mécanismes existants.

« Tout se passe comme si » la région s'organisait pour produire, à l'échelle régionale, un bien public, la **stabilité** monétaire et financière, afin de suppléer à la faillite du SMFI qui s'est manifestée notamment lors de la crise de 1997. Dans le cadre de cette interprétation, la Chine a certes un rôle à jouer, mais la thèse qui est défendue ici est qu'elle ne peut à elle seule, assumer la fonction de leadership régional prise dans l'ensemble de ses dimensions. Ces dernières s'organisent schématiquement autour du triptyque, largement inspiré des travaux de Morgenthau (1948) et Nye (1990), économie, militaire et « soft power ».

2.1 Une puissance économique relative.

Malgré une forte croissance qui lui permet d'obtenir la deuxième place en termes de PIB (calculé en parité de pouvoir d'achat ou la quatrième place si le PIB est calculé en taux de change courant), la Chine demeure, en termes de niveau de développement, bien loin de la première puissance économique de la région, le Japon. Les calculs du PIB par tête en PPA atténuent cet écart qui reste néanmoins important. Le PIB par tête japonais en 2006 est près de quatre fois plus élevé (31866 dollars contre 8004). Il est 18 fois plus élevé si les calculs du PIB sont réalisés en taux de change courants (34955 dollars contre 1944 en 2006). De plus, la croissance a entraîné un accroissement des fractures sociales en Chine. Certaines régions à l'intérieur du territoire sont exclues de cette expansion économique. Cette marginalisation d'une partie de la population s'ajoute à la fracture entre les classes urbaines et les masses paysannes rurales, toujours démunies. « *Les provinces côtières, qui représentent seulement 38% de la population, assurent 64% de la production, 90% du commerce extérieur, et absorbent 82% des investissements étrangers* » (Meyer, 2006, p592).

Par ailleurs, malgré son insertion dans le « circuit intégré asiatique », la Chine reste dépendante des technologies des entreprises investissant sur son territoire, notamment japonaises (Boulanger, 2006, p137-138). Les tentatives de diversification de la Chine sont à relativiser dans la mesure où la part de la valeur ajoutée locale reste faible et n'atteint guère plus de 30% dans la production de vêtements et 40% dans celle de l'électronique grand public (Nicolas, 2005).

En effet, la Chine ne possède pas encore d'avantages technologiques spécifiques, même si le gouvernement chinois fait tout pour pallier ce manque⁷. Il mène actuellement une stratégie dans le secteur technologique visant à favoriser non seulement l'achat de composants en Chine par les industriels étrangers, mais aussi à développer des unités de recherche et de développement sur le territoire national. A cela s'ajoute une politique de promotion de l'enseignement et de la recherche. Le nombre de chercheurs a augmenté passant de 531 000 en 1999 à 633 000 en 2003. Il en va de même pour les dépenses en Recherche et Développement, la Chine, avec ses 15,3 milliards d'euros en 2003, occupe la troisième place en parité de pouvoir d'achat après les Etats-Unis et le Japon (Aglietta et Landry, 2007). Le gouvernement chinois tente ainsi de rattraper son retard technologique sur les économies les plus performantes.

La Chine apparaît, par ailleurs, comme une économie fragilisée par le financement de son développement. La croissance chinoise se finance en interne par les emprunts des entreprises auprès des banques (120% du PNB, soit 1600 milliards de dollars de crédits à fin 2003, dont 20 à 40% de créances douteuses) et par l'endettement de l'Etat (90% du PNB). Le gros problème de ce financement par crédit bancaire réside dans la mauvaise gestion du risque des banques d'Etat chinoises. En effet, « *les liens étroits entre les dirigeants des banques et les gouvernements locaux ont entraîné une pratique du crédit dirigé par les potentats locaux. Ce biais éloigne les banques de la culture du risque qui est le fondement du métier de banquier dans une économie de marché* » (Aglietta et Landry, 2007, 77-78). Néanmoins, depuis quelques années, les quatre grandes banques d'Etat, rassemblant plus de la moitié des dépôts et crédits, tentent de réduire leurs créances douteuses (Lemoine, 2006), entraînant, ainsi, une amélioration de leur gestion. Au niveau externe, la croissance se finance par les capitaux étrangers. De 1990 à 2003, son déficit de capitaux vis-à-vis de l'étranger a été multiplié par huit pour atteindre 650 milliards de dollars, soit 50% de son PNB. Cette dépendance financière est parmi l'une des plus élevées des pays en développement. Les besoins de la Chine pour financer sa croissance sont énormes et peuvent, à terme, fragiliser son économie. A cela s'ajoute sa dépendance vis-à-vis du dollar en matière de change. Les pays est-asiatiques, - dont la Chine -, voulant éviter une volatilité trop importante de leurs taux de change vis-à-vis de leur principal

⁷ Meyer (2006) souligne que « (la) complémentarité presque parfaite des échanges sino-japonais résulte du différentiel de développement des deux économies sur le plan technologique. Le Japon exporte vers la Chine des biens à fort contenu technologique et importe des produits de faible valeur ajoutée. ».

marché, les Etats-Unis, mènent depuis plusieurs décennies, une politique d'ancrage au dollar plus ou moins souple.

Depuis le 21 juillet 2005, la banque centrale de Chine a, néanmoins, décidé d'abandonner l'ancrage fixe du yuan vis-à-vis du dollar. Il est remplacé par un ancrage sur un panier de devises (comprenant le dollar, l'euro, le won, le yen mais aussi le ringgit malais, le rouble, le dollar canadien, le dollar australien, la livre sterling et la bath thaïlandais mais le poids de ses monnaies dans ce panier n'est pas connu) (Aglietta et Landry, 2007).

Malgré cette nouvelle orientation, le gouvernement chinois a dû augmenter très rapidement ses réserves de change pour maintenir un certain ancrage avec le dollar, impliquant une hausse des réserves de change libellées en dollar. Ainsi, la Chine et le Japon détiennent à eux seuls 40% des réserves de change mondiales. En mars 2007, les réserves de change de la Chine s'élèvent à plus de 1200 milliards de dollars, dépassant celles du Japon (893 milliards) et dont les trois quart sont libellés en dollars. L'accumulation de ces réserves rend la Chine vulnérable à une forte dépréciation du dollar qui entraînerait une perte en capital significative pour la banque centrale chinoise. La dépendance excessive de la Chine vis-à-vis de l'extérieur pourrait se révéler comme un important handicap pour son économie. Néanmoins, la situation de la Chine évolue, ainsi, Gill et Huang (2006, p23) soulignent qu'elle passe du statut de « pays receveur d'aide publique au développement », à celui de « donneur ».

En résumé, la Chine reste pour le moment un « pays en voie développement », dont la place dans le commerce régional demeure proportionnelle à la taille de son économie. Son retard technologique et son « immaturité financière » notamment, l'empêchent de détenir les caractéristiques économiques d'un candidat au rôle de leadership régional.

2.2 Une véritable puissance militaire

A l'inverse du domaine économique, la Chine peut être considérée comme remplissant les critères militaires du statut de leader au sein de la région est-asiatique. En effet, au-delà du poids de sa population et de sa surface géographique, elle est Membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Elle possède une armée de 2,5 millions d'hommes⁸ et est dotée de l'arme nucléaire (De Vienne, 2004). Les dépenses militaires chinoises (Cf. Tableau 4) s'élèvent au taux de change du marché à 41 milliards de dollars en 2005, soit 4.1% des dépenses militaires mondiales⁹. Elle est classée parmi les cinq pays qui dépensent le plus dans ce domaine. Ce montant devient encore plus conséquent si les dépenses sont calculées avec un taux de change à parité de pouvoir d'achat. La Chine détient la deuxième place, juste après les Etats-Unis, avec des dépenses estimées à 188,4 milliards de dollars. Elle dépasse l'autre puissance de la région, le Japon^{10, 11} qui prend la huitième place, avec des dépenses militaires évaluées à 34,9 milliards de dollars.

⁸ Même si depuis quelques années, le gouvernement chinois réduit son nombre de soldats, l'Armée populaire de libération demeure toujours la première armée en termes d'effectifs.

⁹ Ces calculs ne tiennent pas compte des estimations du gouvernement américain. Ce dernier affirme que les dépenses militaires chinoises seraient trois fois plus importantes que le chiffre officiellement donné par la Chine. Elles avoisineraient alors les 90 milliards de dollars.

¹⁰ Etant donnée son interdiction de militarisation datant de la seconde Guerre Mondiale, il ne dispose que de forces d'autodéfense (160 000 hommes), limitées à la protection et à la défense du territoire japonais. Malgré un budget militaire limité à 1% du PNB, les dépenses militaires avoisinent 42,1 milliards de dollars en 2005. Il détient néanmoins une arme de défense persuasive : le traité de sécurité bilatéral avec les Etats-Unis, établi en 1951 (De Vienne, 2004). Les Etats-Unis disposent au Japon de 37 000 soldats sur plus de 90 installations (Boulanger, 2000).

Tableau 4 : Les dépenses militaires des 15 pays les plus dépensiers en 2005, en milliards de dollars, aux prix du marché de 2003 ou à parité de pouvoir d'achat

Taux de change du marché				Taux de change à parité de pouvoir d'achat		
Rang	Pays	Dépenses militaires Mds \$	Part dans le total mondial (%)	Rang	Pays	Dépenses militaires Mds \$
1	Etats-Unis	478,2	47,8	1	Etats-Unis	478,2
2	Royaume-Uni	48,3	4,8	2	Chine	188,4
3	France	46,2	4,6	3	Inde	105,8
4	Japon	42,1	4,2	4	Russie	64,4
5	Chine	41,0	4,1	5	France	45,4
Sous-total top 5		655,8	65,5	Sous-total top 5		882,2
6	Allemagne	33,2	3,3	6	Royaume-Uni	42,3
7	Italie	27,2	2,7	7	Arabie Saoudite	35,0
8	Arabie Saoudite	25,2	2,5	8	Japon	34,9
9	Russie	21,0	2,1	9	Allemagne	32,7
10	Inde	20,4	2,0	10	Italie	30,1
Sous-total top 10		782,8	78,2	Sous-total top 10		1057,2
11	Corée du Sud	16,4	1,6	11	Brésil	24,3
12	Canada	10,6	1,1	12	Iran	23,8
13	Australie	10,5	1,0	13	Corée du Sud	23,4
14	Espagne	9,9	1,0	14	Turquie	17,8
15	Israël	9,6	1,0	15	Taiwan	13,4
Sous-total top 15		839,8	83,9	Sous-total top 15		1159,9
Total des dep, militaires mondiales		1001,0	100			

Source : d'après SIPRI Yearbook 2006 in www.grip.org (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) (SIPRI : Stockholm International Peace Research Institute)

Le renouvellement de son matériel militaire, comme l'achat d'une nouvelle génération de chars, les actuelles missions dans l'espace, la hausse de son budget militaire depuis une dizaine d'années, le fait qu'elle soit sur la période 2000-2004 le premier importateur mondial d'armements conventionnels... donne une idée de l'ambition de la Chine et du potentiel qu'elle peut développer. Incontestablement, la Chine est la puissance militaire de la zone.

2.3 L'affirmation du « soft power » chinois en Asie Orientale

Vanel (2003) précise que Nye, suite à des critiques, a complété sa première proposition qui n'intégrait que des critères « matériels », « tangibles », par le soft power. « *Le contenu de ce soft power est beaucoup moins matériel, et servirait plus facilement à mesurer le pouvoir structurel. L'éducation, les institutions, la culture, l'idéologie, mais aussi des facteurs plus tangibles comme la croissance économique en font partie* ». Ce domaine est davantage investigué par les politologues que par les économistes.

A la différence du Japon, la Chine ne possède pas un héritage historique négatif au sein de la région : la tristement célèbre « sphère de co-prospérité asiatique », initiée par le Japon au début du XX^e siècle qui a donné lieu à une colonisation brutale de Taiwan, de la Corée et d'une partie des territoires chinois, a laissé des traces dans les mémoires collectives nationales. Malgré une certaine crainte de la concurrence chinoise, les pays est-asiatiques ont plutôt une bonne perception de la Chine. Ils la perçoivent comme un pays séduisant et attirant parce que la culture chinoise, la cuisine, la calligraphie, le cinéma, l'art, la médecine, les marques chinoises continentales (comme Hai'er Group, TCL ou Huawei) se diffusent dans la région est-asiatique notamment dans les pays de l'ASEAN. La propagation des produits de consommation chinois en Asie de l'Est a également un impact positif sur le ralliement à la Chine d'une partie de ses populations, surtout dans les catégories les plus pauvres du fait de leur prix attractifs. Cela permet de broser une image positive et de séduction de la Chine (Teo Chu Cheow, 2004).

La Chine est bien consciente des atouts qui sont les siens en termes de puissance. Depuis la crise asiatique et son adhésion à l'OMC, elle entend bien faire partie des nations qui comptent tant au niveau régional que mondial. Pour cela, elle normalise ses relations avec les autres pays est-asiatiques (Teo Chu Cheow, 2004). Par ses actions politiques et économiques (notamment la participation aux opérations de sauvetage financier, le refus de dévaluer le yuan après la crise de 1997 et les larges excédents commerciaux concédés aux pays voisins) mais aussi par sa diaspora, elle tente de s'affirmer comme « puissance bienveillante » en Asie Orientale.

L'influence grandissante des communautés chinoises se fait sentir dans la plupart des pays est-asiatiques, notamment dans les milieux d'affaires. La diaspora chinoise, qui comptabilise actuellement plus de 25 millions de Chinois d'outre-mer (expatriés ou descendants de ces expatriés) en Asie du Sud-Est¹² a constitué depuis le XV^e siècle des réseaux marchands transnationaux en Asie de l'Est. Cette diaspora peut être un atout non négligeable pour la Chine si elle continue de la soutenir. Le resserrement des liens économiques entre Hong Kong et Taiwan depuis la politique d'ouverture extérieure¹³ pourrait annoncer pour les autorités chinoises une réunification chinoise à long terme, permettant ainsi la reformation de la « Grande Chine » (Billès, 1999a). Cette réunification permettrait d'étendre la puissance économique et politique de la Chine dans la région.

A l'instar de Cabestan (2007), Gill et Huang (2007, p23) soulignent également l'efficacité de la diplomatie, véritable « politique de charme de la Chine » en termes de popularité, notamment en Asie Orientale, tout en insistant sur les « trois éléments majeurs » qui empêchent sa « soft power » de s'exprimer pleinement, en particulier à l'extérieur de ses frontières. Première limite, la Chine souffre d'un déséquilibre entre ses ressources. En effet, si la diplomatie chinoise marque des points, elle ne peut s'appuyer sur l'image d'une Chine où croissance économique et épanouissement individuel vont de paire. La seconde limite réside dans l'image peu démocratique du fonctionnement interne contre laquelle est contrainte de s'adosser la diplomatie. Enfin, Gill et Huang soulignent le manque de cohérence dans la promotion de la politique étrangère souvent parasitée par les manifestations du nationalisme des dirigeants. C'est pour cet ensemble de raisons que ces auteurs sont plus modérés que d'autres dans le jugement qu'ils portent sur le soft power de la Chine. *« Etant données les tensions constantes entre les objectifs de la politique étrangère et les ressources de soft power encore balbutiantes, la Chine a encore un long chemin à parcourir avant de devenir un vrai leader global »* Gill et Huang (2007, p30).

En guise de conclusion : vers un leadership « bicéphale » ?

Si l'on considère comme Kébabdjian (1994), que l'économie est « l'échiquier dominant actuellement », alors la Chine ne possède qu'une partie des critères d'un éventuel leadership régional. Dès lors, la question de l'organisation de la construction régionale se trouve posée. Le Japon, tout juste sorti d'une longue décennie de crise (Flouzat, 2005 et Bouissou, 2007), a retrouvé sa place de leader dans le domaine des bio- et éco-technologies. Son rang dans l'économie mondiale et son revirement récent en faveur du processus régional (Boulanger, 2006b) en font un acteur incontournable pour le futur de l'Asie Orientale.

La littérature sur la question du leadership en Asie Orientale peut être scindée en deux périodes. La première va jusqu'au milieu de la décennie 90. Le Japon est alors considéré comme le « leader naturel » de la zone (Coseart, 1994). A cours de la période qui suit, caractérisée par la crise japonaise et l'ouverture de la Chine, l'hypothèse la plus fréquemment retenue est celle d'un leadership partagé

¹² Près de 80% de cette diaspora se trouve concentrer en Asie du Sud-Est (Triollet, 1999).

¹³ Selon Billès (1999b, p111), la politique d'ouverture de la Chine a permis de favoriser les investissements directs sinisés, à savoir « un investissement direct étranger fondé sur un positionnement relationnel spécifique acquis ou construit, réalisé par une firme d'origine chinoise et localisé dans son espace d'origine », réalisés par ces communautés chinoises. Il en va de même pour les échanges.

entre la Chine et le Japon. Il semble même qu'une troisième phase soit en train de s'ouvrir puisque des travaux sur la Chine « superpuissance » commencent à voir le jour (Aglietta et Landry, 2007).

L'histoire a montré que chaque processus régional était porté par un ou deux pays « moteurs » (Siroën, 2000). Un consensus se dégage de la littérature pour affirmer que l'Asie Orientale du début du 21^{ème} siècle ne fait pas exception à la règle. Le Japon et la Chine sont, en effet, considérés comme les pivots de cette zone, pour des raisons très différentes. Comme nous l'avons montré, si la Chine peut être considérée comme une grande puissance politique et militaire, le leadership technologique dans la zone revient à celui qui reste la deuxième puissance économique mondiale, le Japon¹⁴ (Figuère et Guilhot, 2006a). Ce qui découle de cette actuelle partition quant à l'avenir de la zone réside donc dans la nécessité qu'ont ces deux pays de coopérer s'ils veulent que soit générée sur une base régionale la stabilité monétaire et financière.

L'hypothèse de la constitution d'un tandem leader en Asie Orientale, privilégiée ici, est rendue un peu moins illusoire par le changement d'attitude du Japon vis-à-vis de sa zone d'appartenance depuis la crise de 97. « *Il y a à peine une décennie, le gouvernement japonais ne portait aucun intérêt aux ALE et, encore moins, à une ou l'autre forme d'intégration régionale pan-asiatique inclusif de l'archipel nippon* » (Boulanger, 2006b, p 6). Cet auteur considère que c'est la crise de 97 qui est très largement responsable du **changement d'attitude du Japon** : alors qu'il était auparavant un fervent défenseur du multilatéralisme, l'intégration régionale devient le cœur de sa stratégie. Cet intérêt pour le libre échange à l'échelle de la zone est, selon lui, « *indissociable de celui pour la stabilisation monétaire et financière dans la zone* ». « *En laissant tomber l'APEC, le Japon a renoncé à son rôle de courtier pour épouser, pour la première fois depuis 1945, la cause d'une communauté asiatique. Tokyo a choisi son camp, ses partenaires et adversaires commerciaux et il ainsi avalisé deux facteurs stratégiques pour son avenir : la trilatéralisation (...) de l'économie mondiale, et l'ascension spectaculaire mais très problématique de la puissance économique de la Chine* » (Boulanger, 2006b, p7). Il n'est pas utile de s'attarder ici sur les motivations de ce changement de cap, seule la prise de conscience de l'interdépendance régionale et la nécessité de construire ensemble les moyens de se prémunir contre une nouvelle crise du même type doivent retenir l'attention.

Quant à la Chine, elle a choisi dans la crise de se montrer solidaire de ses voisins en ne dévaluant pas et en participant au financement des plans de sauvetage mis en place par le FMI. Elle n'a certes pas marqué un enthousiasme débordant pour le premier projet japonais de Fonds Monétaire Asiatique (FMA), mais elle semble avoir évolué depuis (Amyx, 2005).

Ce scénario « bicéphale » se trouve conforté par le tournant récent dans les relations diplomatiques entre la Chine et le Japon. En effet, du 11 au 13 avril 2007, le chef du gouvernement chinois, Wen Jiabao s'est rendu au Japon en visite officielle, pour la première fois depuis près de sept ans. L'objectif affiché de ce voyage est de mettre en œuvre un « partenariat stratégique » fondé sur les « intérêts mutuels » des deux pays¹⁵. Les dirigeants semblent vouloir se focaliser sur ce qui les rapproche afin de faire progresser leurs relations dans le sens de ce qui pourrait constituer le socle d'un nouvel élan régional.

¹⁴ Boulanger (2006b, p137-138) détaille davantage les insuffisances chinoises dans le domaine de l'industrie face aux « fonctions hégémoniques ».

¹⁵ Le Monde, 12 et 14 avril 2007.

Annexe 1 : Recensement des noms et sources des variables utilisées dans le modèle de gravité présenté

Tableau 5 : Nom et sources des variables utilisées dans le modèle de gravité

Variables	Définition	Source
Var. à expliquer		
X _{ij}	Exportations bilatérales de i à destination de j	FMI, Direction Trade of Statistics Yearbook
M _{ij}	Importations bilatérales de i en provenance de j	FMI, Direction Trade of Statistics Yearbook
Variables explicatives		
P _{ibi}	PIB du pays i	World Economic Outlook Database, site FMI ¹⁶
P _{ibj}	PIB du pays j	World Economic Outlook Database, site FMI
P _{ibpci}	PIB par habitant du pays i	World Economic Outlook Database, site FMI
P _{ibpcj}	PIB par habitant du pays j	World Economic Outlook Database, site FMI
D _{pibpc}	Différence absolue entre le PIB par habitant des pays i et j	Calcul auteur
Distwces	Distance entre les deux capitales, pondérée par leur poids dans la population totale	CEPII ¹⁷
ADJ	Frontière commune	CEPII
LangCo	Langue officielle commune	CEPII
LangEth	Langue parlée par au moins 9% de la population dans les deux pays	CEPII
ASEAN	Appartenance au regroupement ASEAN	Calcul auteur
Aptchn	Relations entre la Chine et un pays est-asiatique	Calcul auteur
Aptjap	Relations entre le Japon et un pays est-asiatique	Calcul auteur

¹⁶ <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2006/02/data/index.aspx>

¹⁷ Les variables (distance, contiguïté, langue officielle et langue ethnique) proviennent de la base de données du CEPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales) (<http://www.cepii.fr/francgraph/bdd/distances.htm>). Libre d'accès, elle permet d'avoir des informations plus complètes et nécessaires à notre analyse que la base de données Haveman (www.Haveman.org).

Annexe 2 : Détection de la colinéarité

La colinéarité intervient lorsque les variables sont reliées par une relation linéaire. Dans ce cas, il n'est pas possible d'estimer simultanément les effets linéaires des deux variables, il faut nécessairement retirer les covariables redondantes. Pour évaluer cette colinéarité, deux méthodes sont possibles. La première consiste à calculer le VIF (Variation Inflation Factor).

```
vif(lm(log(1+imp)~(log(pib1)+log(pib2)+log(pibpc1)+log(pibpc2)+log(dpibpc)+
log(distw)+langCom+langEth+adj+asean+aptjap+aptchn),data=intraapt))
```

log(pib1)	log(pib2)	log(pibpc1)	log(pibpc2)	log(Dpibpc)	log(Distwces)
1.592211	1.592211	1.729540	1.729540	2.024068	3.084144

langCom	langEth	adj	asean	aptjap	aptchn
1.740458	1.897888	2.045978	3.865906	1.971386	2.215366

Le VIF étant un facteur permettant de quantifier la colinéarité de façon absolue, il n'existe pas de plafond. Néanmoins, le seuil retenu pour qualifier un coefficient de colinéaire est généralement de 10. D'après la définition du VIF¹⁸, ce niveau de 10 équivaut à obtenir un R² de 0,9 entre les régresseurs concernés. Ici nous n'observons aucun VIF supérieur à 10, les variables explicatives ne sont pas colinéaires. Ainsi les estimateurs conservent toutes leurs propriétés : absence de biais, estimation correcte de leur matrice des variances-covariances, lois de probabilité inchangée (Rys et Vaneecloo, 1998).

La deuxième méthode, plus visuelle, consiste à observer la matrice de corrélation, qui correspond aux combinaisons de régressions des covariables entre elles. Nous aboutissons aux mêmes résultats. La matrice de corrélation, fournie grâce au logiciel R, confirme ce résultat

Tableau 6 : Matrice de corrélation provenant des données des 13 pays est-asiatiques

	pib1	pib2	pibpc1	pibpc2	Dpibpc	Distwces	ADJ	LangCom	LangEth	Asean	Aptchn	Aptjap
pib1	1.00	-0.03	0.21	0.04	0.11	0.27	-0.05	0.04	-0.05	-0.44	0.45	0.30
pib2	-0.03	1.00	0.04	0.21	0.14	0.27	-0.05	0.04	-0.05	-0.44	0.45	0.30
pibpc1	0.21	0.04	1.00	-0.01	0.48	0.21	-0.20	0.09	0.14	-0.20	-0.11	0.35
pibpc2	0.04	0.21	-0.01	1.00	0.48	0.21	-0.20	0.09	0.14	-0.20	-0.11	0.35
Dpibpc	0.11	0.14	0.48	0.48	1.00	0.19	-0.31	0.10	0.07	-0.16	-0.13	0.41
Distwces	0.27	0.27	0.21	0.21	0.19	1.00	-0.46	-0.02	-0.13	-0.74	0.15	0.47
ADJ	-0.05	-0.05	-0.20	-0.19	-0.31	-0.46	1.00	0.15	0.17	0.20	0.08	-0.20
LangCom	0.03	0.04	0.09	0.09	0.10	-0.02	0.15	1.00	0.61	0.01	0.18	-0.11
LangEth	-0.04	-0.04	0.14	0.14	0.07	-0.13	0.17	0.61	1.00	0.08	0.02	-0.18
Asean	-0.44	-0.44	-0.20	-0.20	-0.16	-0.74	0.20	0.01	0.08	1.00	-0.50	-0.50
Aptchn	0.45	0.45	-0.11	-0.11	-0.13	0.14	0.08	0.18	0.02	-0.50	1.00	-0.08
Aptjap	0.30	0.30	0.35	0.35	0.41	0.47	-0.20	-0.11	-0.18	-0.50	-0.08	1.00

¹⁸ $VIF\beta_j = 1 / (1 - R_j^2)$

Eléments bibliographiques

- AGLIETTA M. ET LANDRY Y., 2007, *La Chine vers la superpuissance*, Economica, Paris.
- AMYX J., 2005, What motivates Regional Financial Cooperation in East Asia today? *Asia Pacific Issues*, n°76, février.
- ASTIER F. ET MONET H., 2004, La Chine : un moteur pour l'économie mondiale ? *Etudes transversales de la Société Générale*, février, disponible sur le site http://groupe.socgen.com/html/eco/FR/tele/themes/f_chine_0204.pdf
- BEHAGHEL L., 2006, *Lire l'économétrie*, Collection Repères, Edition La Découverte.
- BENASSY-QUERE A., COUPET M. ET MAYER T., 2005, Institutional Determinants of Foreign Direct Investment, *Working Paper du CEPII*, n°2005-05, avril.
- BILLES E., 1999a, *L'ouverture extérieure chinoise : de la Chine à une Grande Chine ? Une étude du fait sino-transnational*, Thèse de Sciences Economiques, Grenoble II, janvier.
- BILLES E., 1999b, Ouverture extérieure chinoise et fait sino-transnational, *Asies Recherches*, n°14, décembre.
- BOISSEAU DU ROCHER S. (Dir.), 2007, *Asie. Dix ans après la crise*, Les Etudes de la Documentation Française, Paris
- BOUISSOU J., 2007, Le Japon, 1997-2007 : de la crise au rebond, in Boisseau du Rocher (dir).
- BOULANGER E., 2000, Le statut du Japon en Asie orientale, Economie, politique, et sécurité, *Cahier de Recherche du GRES (Groupe de recherche en économie et sécurité)*.
- BOULANGER E., 2006a, A la conquête de la Chine, la nouvelle expansion des réseaux de production des kereitsu in Deblock C. et Regnault H (dir) *Nord-Sud : la reconnexion périphérique*, Editions Athéna, Montréal.
- BOULANGER E., 2006b, Le Japon et l'appel de Asie, *Cahier de Recherche CEIM, GRIC*, 06-05.
- CABESTAN JP., 2007, La montée en puissance de la diplomatie chinoise, in Boisseau du Rocher (dir).
- COSAERT P., 1992, L'intégration économique en cours de l'Asie Orientale, in Carré F., Cosaert P. et alii, *Le Quart nord-ouest du Pacifique*, Dossiers des images économiques du Monde n°14, SEDES.
- COULIBALY S., 2006 Evaluating the Trade and Welfare Effects of Developing RTAs, *Cahier de Recherches Economiques du Département d'Econométrie et d'Economie Politique (DEEP)*, Université de Lausanne, Ecole des HEC.
- DE VIENNE M-S., 2004, Japon-Chine : Conflit ou partenariat ?, *AGIR*, Société Stratégie, mars, n°17.
- DEBLOCK C. et Constantin C., 2004, Le yuan et la nouvelle alliance économique entre les Etats-Unis et la Chine, *Etudes Internationales*, 35(3), septembre.
- DEBLOCK C., 2007, Les Etats-Unis en quête d'une nouvelle stratégie commerciale pour l'Asie, *Cahiers du GRIC*, septembre.
- EICHENGREEN B. ET IRWIN D.A., 1998, The Role of History in Bilateral Trade Flows in Frankel J.A. (dir) *The Regionalization of the World Economy*, NBER, University Chicago Press.
- FIGUIÈRE C., 1997, Economic Integration in Eastern Asia : Situation and Perspectives, in Dzever et J. Jaussaud, (Eds) *Perspectives on Economic Integration and Business Strategies on Asia*, McMillan, Londres.
- FIGUIERE C. ET GUILHOT L., 2006a, La Chine, un hégémon régional en Asie Orientale ? in Shi Y. et Hay F. (dir) *La Chine : forces et faiblesses d'une économie en expansion*, Presses Universitaires de Rennes.
- FIGUIERE C. ET GUILHOT L., 2006b, Caractériser les processus régionaux : les apports d'une approche en termes de coordination, *Mondes en Développement*, n°135, 3^{ème} trimestre.
- FIGUIERE C., GUILHOT L., 2007, Vers une typologie des processus régionaux. Le cas de l'Asie Orientale, *Revue Tiers Monde*, n° 192, à paraître.
- FIGUIERE C., GUILHOT L. ET SIMON J-C., 2007, L'Asie orientale sur la voie d'une « reconnexion régionalisée » ?, Colloque RINOS (Réseau Intégration Nord Sud), Aix-en-Provence, 6 et 7 juillet.
- FLOUZAT D. (2005) Embellie ou « renaissance » de l'économie japonaises ?, *Sociétal*, n°50, 4^{ème} trimestre.

- FREMONT A., 2004, Le trafic maritime conteneurisé: ouverture sur le monde et intégration régionale in Taillard C. (dir) *Intégrations régionales en Asie Orientale*, Les Indes Savantes, Paris.
- FREUDENBERG M., GAULIER G. ET UNAL-KENSENCI D., 1998a, La régionalisation du commerce international: une évaluation par les intensités relatives bilatérales, *Document de travail du CEPII*, n°98-05.
- FREUDENBERG M., GAULIER G. ET UNAL-KENSENCI D., 1998b, La régionalisation du commerce international, *Economie Internationale*, n°74, 2^{ème} trimestre.
- GAULIER G., JEAN S. ET UNAL-KESENCI D., 2004, Regionalism and the Regionalisation of International Trade, *CEPII Working Paper*, n°2004-16, novembre.
- GAULIER G., LEMOINE F. ET UNAL-KESENCI D., 2005, "China's Integration in East Asia: Production Sharing, FDI and High-Tech Trade", *Working Paper CEPII*, n°2005-09, juin.
- GAULIER G., LEMOINE F. ET UNAL-KESENCI D., 2006, "China's Emergence and the Reorganisation of Trade Flows in Asia", *Working Paper CEPII*, n°2006-05, mars.
- GILL B, HUANG Y. (2006) Sources and limits of Chinese "Soft Power", *Survival*, vol.48, n°2, été.
- GILPIN R., 2001, *Global Political Economy. Understanding the international economic order*, Princeton University Press.
- HELPMAN E., MELITZ M. et RUBINSTEIN M., 2005, *Trading Partners and Trading Volumes*, *DEGIT Conference Papers*, DEGIT (Dynamics, Economic Growth, and International Trade), http://www.ifw-kiel.de/VRCent/DEGIT/paper/degitt_11/C011_022.pdf.
- HOCHRAICH D., 2003, La Chine, « atelier du monde », Bouissou J-M., Hochraich D. et Milelli C. (dir.) *Après la crise. Les économies asiatiques face aux défis de la mondialisation*, Edition Karthala.
- KEBABDJIAN G., 1994, *L'Economie mondiale, Enjeux nouveaux, nouvelles théories*, Editions Seuil.
- KEBABDJIAN G., 1998, La théorie de la régulation face à la problématique des régimes internationaux, *L'Année de la régulation*, vol, 2.
- KEBABDJIAN G., 1999, *Les théories de l'économie politique internationale*, Editions le Seuil, mars.
- KEBABDJIAN G., 2006, De l'économie internationale à l'économie politique internationale, Introduction in Berthaud P. et Kebabdjian G. (dir.) *La question politique en économie internationale*, Collection « Recherches », la Découverte.
- KIM H., 2002, Has Trade Intensity in ASEAN+3 really increased? – Evidence from a gravity analysis, *KIEP Working Paper*, n°02-12, novembre.
- KRUGMAN P., 1991, The Move toward Free Trade Zones, in Federal Reserve Bank of Kansas City, *Policy Implications of Trade and Currency Zones*, Federal Reserve Bank, Kansas City, p 7-42.
- LEMOINE F. et Unal-Kesenci D., 2004, Investissements étrangers et rattrapage technologique, *Revue d'Economie Financière*, n°77.
- LEMOINE F., 2006, *L'économie chinoise*, Editions La Découverte, Collection Repères, Quatrième Edition.
- MEYER C., 2006, Le face-à-face Chine/Japon. Partenaires et rivaux, *Etudes*, 12, tome 405.
- MORGENTHAU H.J., 1948, *Politics Among Nations, The Struggles for Power and Peace*, New York, Knopf.
- NICOLAS F., 2005, Doit-on craindre le réveil de la Chine?, *Positions et médias*, vol 51, n°30, juin,
- NICOLAS F., 2004, L'irrésistible ascension de la Chine en Asie orientale, *Politique étrangère*, n°2.
- NICOLAS F., 2007, *Dix ans après la crise financière : le retour du miracle asiatique*, in Boisseau du Rocher (Dir).
- NYE J., 1990, *Bound to lead: the changing Nature of American Power*, New York, Basic Books.
- PUSTERLA F., 2006, Regional Integration Agreements: Impact, Geography and Efficiency, *Third CEPII-IDB Conference, The New Regionalism: Progress, Setbacks and Challenges*, Washington, Février.
- RENARD M-F., 2004, La montée en puissance de la Chine dans le commerce mondial : une réussite spectaculaire pour une économie fragile, *Revue d'Economie Financière*, n°77.
- RYS A. ET VANEECLOO N., 1998, *Econométrie. Théorie et Application*, Editions Nathan, Série « Economie », Paris.
- SIROËN J-M., 2000, *La régionalisation dans l'économie mondiale*, Repères n°288, La Découverte, Paris.
- SUMMERS L., 1991, Regionalism and the World Trading System in Federal Reserve Bank of Kansas City, *Policy Implications of Trade and Currency Zones*, p 295-302.

- TEO CHU CHEOW E., 2004, La Chine, *soft power* régional, *Politique étrangère*.
- TRIOLETT P., 1999, Un monde chinois, in Larivière J-P. (dir.) *La Chine et les chinois de la diaspora*, Edition CNED-SEDES.
- VANEL G. et Hoyrup D., 2005, Le choix du dollar dans les échanges internationaux des pays du Sud-Est asiatique est-il un obstacle à leur intégration régionale ?, *Colloque EMMA-RINOS*, Montréal, 1-3 juin.
- VANEL G., 2003, Le concept d'hégémonie en économie politique internationale, *Cahiers de recherche du CEIM/GRIC*, 03-02, Série Economie Politique Internationale.
- ZEBREGS H., 2004, Intraregional Trade in Emerging Asia, *IMF Policy Discussion Paper*, avril.